

Ajaccio

Avant le téléporté et le parc, supprimer le risque inondation

GHJILORMU PADOVANI



Le lit du cours d'eau est débarrassé de ses obstacles. Une « renaturation » indispensable pour sortir le terrain de la zone rouge inondation. - PHOTOS FLORENT SELVINI

Pour que les travaux du parc urbain et du téléporté à Saint-Joseph puissent débuter, la Capa a entamé un chantier important dans lequel interviennent l'armée, la CdC et la CCI afin de sortir le terrain de la zone rouge inondation. Une étape essentielle et complexe

Le cours d'eau n'est plus visible. À l'image de tous les ruisseaux de la région, sa présence est trahie par un tracé à la végétation verdoyante qui n'a pas encore séché en cette saison. Mais il ne faut pas se fier aux apparences. En juin 2020, le cours d'eau de Saint-Joseph a dévalé jusqu'à la plateforme de dépotage avec un

débit 1,5 fois supérieur à celui d'une crue centennale. Lorsque l'eau dévale dans les bassins-versants, la ville soumise à un risque très important en la matière paye toujours la note.

Alors sur le site qui doit accueillir le futur parc urbain rejoignant les vignes Peraldi et le Stiletto, ainsi que le fameux téléporté, il s'agit de réaliser d'importants travaux pour le sortir de la zone rouge inondation figurant sur la carte du plan de prévention des risques inondations (PPRI). L'action se nomme renaturation du cours d'eau, car il avait subi d'importants bouleversements au cours des dernières décennies. Propriété de l'armée depuis l'entre-deux-guerres, le terrain accueillait un stockage de carburant pour les navires de guerre en cas de problème au port principal de Toulon. C'est dire sa fonction stratégique. *« Pour aménager le terrain, l'armée a endigué le cours d'eau, explique Sophie Boyer de la Giraudet, directrice générale de la société publique locale (SPL) Ametarra, elle y a fait plusieurs constructions comme des murs et la maison du gardien du site. Tout cela sera détruit. »*

Pour mener à bien le double projet de la Capa, plusieurs étapes importantes. Tout d'abord, les cuves enterrées qui réceptionnaient autrefois le carburant sont en cours de dépollution par l'armée. En parallèle, il s'agit donc de recréer le cours naturel de l'eau avec la destruction des nombreux éléments qui ont artificialisé le terrain sur sa partie basse et qui ont empiété sur le ruisseau.

Terrain miné ?

« Nous allons recréer les berges et les revégétaliser », souligne Sophie Boyer de la Giraudet. Mais sur un terrain potentiellement miné, on emploie les grands moyens. Bombardée durant la Seconde Guerre mondiale, la parcelle qui accueillera le parc et le téléporté devra être travaillée avec la plus grande précaution. Aucun coup de pelle mécanique ne se fera sans des sondages préalables et le travail de surveillance d'un bureau d'étude spécialisé en pyrotechnie. Pour le volet environnemental, les tortues d'Hermann du site devront être protégées et déplacées durant les travaux. Ultime volet et non des moindres, la réalisation d'un véritable exutoire jusqu'à la plateforme de dépotage de Saint-

Joseph qui accueille les navires alimentant en fioul la centrale du Vaziu ainsi que le carburant du dépôt pétrolier.

Actuellement, l'évacuation très insuffisante se jette directement au ponton. « *Pour des raisons évidentes, il est impératif de sécuriser les lieux et de ne plus risquer de créer un phénomène de vague en cas de forte inondation, argumente la directrice générale de la SPL. On construit un véritable exutoire adapté afin que le débit de l'eau demeure constant, du moins qu'il ne monte pas brutalement en cas de phénomène pluvieux.* »

La Capa a jusqu'au mois d'octobre pour réaliser ces travaux, « *car il s'agit de lever au plus vite la zone rouge qui permettra une révision du PPRI et le début des travaux du parc et du téléporté* », conclut-elle. Enfin, la communauté d'agglomérations ne travaille pas seule sur ce dossier puisque l'armée est toujours propriétaire du terrain jusqu'en 2024

- un accord avec cette dernière permettra tout de même le début des travaux avant cession.

De son côté, la CCI exploite le ponton de Saint-Joseph tandis que la CdC en est propriétaire.

L'exutoire inadapté qui jette l'eau sous le ponton de Saint-Joseph va être reconstruit.

LE CHIFFRE

1,2

C'est en million d'euros le coût de l'opération. Elle est prise en charge à 75 % par le plan France relance, soit 780 385 €, le reste étant assumé par la Capa.

« **Stratégie globale** »

Les travaux sont certes réalisés dans la perspective des projets parc urbain et téléporté de la Capa mais « ils s'inscrivent également dans

une stratégie globale dans la lutte contre les inondations », souligne Stéphane Sbraggia, élu en charge du dossier à la communauté d'agglomérations. Depuis 2018, la Capa a récupéré la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi) et le but est de ***« traiter la question dans son ensemble, à travers plusieurs sites sensibles comme le quartier Binda, l'avenue Noël-Franchini ou le Vazzio »***.